AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : Marché public de prestations intellectuelles

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :
Nom de l'organisme : État Ministère en charge des Transports
Point de contact : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France
Adresse : 53 rue de la Vallée
Code postal : 80000 Ville : Amiens
Pays *(autre que France)* :
Téléphone : 0322822500 Télécopieur :
Courriel : us.pmo.smi.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr
Adresse Internet (URL) : http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/
Adresse du profil d'acheteur (URL) : https://www.marches-publics.gouv.fr

OBJET DU MARCHE

Objet du marché : N2 – Mise à 2x2 voies de la fin de la déviation de Villers-Cotterêts – Actualisation de l'étude d'impact et réalisation des dossiers réglementaires

Type de marché de services :

Classification CPV
Objet principal : 71313000-5

Lieu d'exécution : Villers-Cotterêts (02- Aisne)

L'avis implique : un marché public

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Villers-Cotterêts (02- Aisne)
La section concernée par la présente consultation est la N2 à Villers-Cotterêts, entre l'échangeur avec la D81 et le passage faune Retz Ouest qui sera situé route de Chavigny, inclut le carrefour avec la D231, soit environ 3km de linéaire.

Dans le cadre de l'opération « N2 – mise à 2*2 voies de la déviation de Villers-Cotterêts », les prestations, objet de la présente consultation concernent la mise à jour de l'étude d'impact, la réalisation de l'étude socio-économique, de l'étude préalable sur l'économie agricole, la réalisation du dossier de demande d'autorisation environnementale , la réalisation du dossier d'enquête préalable à la déclaration de projet, l'assistance lors de leurs instructions, et éventuellement, l'assistance pour la définition précise des mesures compensatoires à mettre en œuvre.

Les prestations feront l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique (CCP).

Ventilation des tranches :

Tranche Ferme :

Mission 1 « Etude d'impact » : Prise de connaissance et synthèse des études antérieures + Définition des études supplémentaires nécessaires non incluses au présent marché, assistance au pilotage du prestataire et à la validation des résultats + demande de cadrage préalable auprès de l'AE + réalisation de l'analyse socio-économique + mise à jour de l'étude d'impact (jusqu'à la définition des besoins en mesures compensatoires)

Mission 2 : Etude préalable sur l'économie agricole (prévue à l'article L. 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime)

Mission 3 : Réalisation du dossier de demande d'autorisation environnementale (inclut notamment demande dérogation espèces protégées, dossier LSE, incidence Natura 2000) et du dossier d'enquête préalable à la déclaration de projet

Mission 4 : Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pendant toute la phase d'instruction jusqu'aux autorisations administratives (déclaration de projet et autorisation environnementale)

Tranche Optionnelle 1 :

Mission : AMO identification des sites pour la réalisation des mesures compensatoires + définition des travaux +

définition des principes de gestion et de suivi + évaluation financière des coûts.

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Non. L'opération N2 Mise à 2*2 voies de la déviation de Villers Cotterêts faisant l'objet d'un allotissement en différents marchés d'études et de travaux.

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :
* Origine du financement : CPER 2023-2027 clé de financement : État 40 %, région 40 %, CD 02 : 40 %.
* Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
* Les prix seront révisables ;
* Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ;
* Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :
Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :
- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.
Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.
Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :
* Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :
Si le candidat utilise le DUME :
* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français

Si le candidat n'utilise pas le DUME :
* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site https://www.economie.gouv.fr/daj (/Commande publique/Réglementation de la commande publique/Formulaires de la commande publique)
* La forme juridique du candidat ;
* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;
* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière - références requises :
Si le candidat utilise le DUME :
* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a)
- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a)
- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :
* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation de l'assureur ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :
Sans objet

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :
Si le candidat utilise le DUME :
* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.
- une liste des prestations similaires exécutées sur les 3 dernières années (partie IV C 1b)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :
A - Expérience :
La présentation d'une liste des principaux services similaires effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette présentation pourra être accompagnée d'attestations de l'acheteur.

B - Capacités professionnelles :
* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;

C - Capacités techniques :
* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) : Sans objet

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé .

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges.

PROCÉDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

Conditions de délai
Date limite de réception des offres : 06/11/2026 à 11 h 00
Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : SMI-US-2026-09

Autres informations :
* Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
* Unité monétaire utilisée, l'euro ;
* A titre indicatif, les prestations commenceront dès la notification du marché pour une durée estimée à 30 mois ;
* Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;
* Les personnes morales ne seront pas tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;
* Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
* Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres
* Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
* L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :
* Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (https://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence publique "SMI-US-2026-09", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :
* L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur

* Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

* Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue.

* La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".

* Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues

* Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (https://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence publique « SMI-US-2026-09 », le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :
Nom de l'organisme : Tribunal Administratif d'Amiens
Adresse : 14, rue Lemerchier - CS 81114
Code postal : 80011 Ville : AMIENS cedex 01
Pays *(autre que France)* :
Téléphone : 0322336170 Télécopieur : 0322336171
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
Adresse Internet (URL) : http://amiens.tribunal-administratif.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :
* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.